

Ils sont arrivés, diversement qualifiés, d'un peu partout dans le monde.

Mais presque tous, incapables de parler et de comprendre l'anglais, ne peuvent pas trouver du travail dans leur métier ou dans leur profession.

En général, il leur a fallu accepter des emplois moins bien rémunérés, peu spécialisés ou de manœuvres. Et tous ont exprimé le désir et la volonté d'apprendre l'anglais.

M. Yunker et le personnel du centre d'éducation des adultes éprouvent de la sympathie pour ces immigrants. M. Yunker, qui depuis douze ans enseigne l'anglais aux immigrants, sait combien il leur sera difficile d'apprendre cette langue.

Il sait que nombre d'entre eux assisteront trois soirs par semaine à des cours qui durent 2 heures et demi chaque soir, alors qu'ils auront faim et qu'ils seront fatigués après avoir travaillé de huit à douze heures.

«Beaucoup d'entre eux n'ont pas le temps de se rendre à la maison après leur travail. Ils viennent ici directement, dans leurs vêtements de travail, sans avoir soupé. Dans ces circonstances, il est assez difficile de se concentrer.»

Et voici la suite de l'article:

Les avantages des classes de jour sont nombreux. Les étudiants passent quatre fois plus de temps à l'école le jour que le soir. Il y a plus de suite dans les cours. Les étudiants de jour se découragent moins parce qu'ils progressent rapidement.

Et parce que les immigrants sont «exceptionnellement consciencieux et que leur motivation est forte», ils apprennent vite.

M. Yunker a dit que depuis son institution, le programme a remporté beaucoup de succès. Il a cité l'exemple de nombreux immigrants qui, après avoir suivi le cours de cinq mois, ont pu obtenir de bons emplois, ce qui ne leur aurait pas été possible avant d'avoir pris des leçons d'anglais.

Et le coût d'un tel programme est plus que compensé par les avantages économiques que produit le travail d'un immigrant dans une profession ou un emploi spécialisé.

«Si on fait venir ces gens au Canada pour une fin quelconque, notre devoir est de les placer dans le domaine envisagé aussitôt que possible. Plus tôt ils seront placés dans le domaine qui leur convient, plus vite ils deviendront un actif pour le pays.»

● (5.40 p.m.)

Depuis le 21 mars cependant, le bureau local de la main-d'œuvre, qui doit diriger les immigrants vers le centre d'éducation des adultes afin qu'ils y suivent le cours anglais du jour, n'en a pas envoyé un seul.

M. Yunker et le personnel du centre ne peuvent comprendre pourquoi.

Le reste du pays non plus, je pense, monsieur l'Orateur. L'article continue en signalant une autre difficulté que rencontrent les immigrants dans notre pays. Voici comment il s'exprime, et je cite à nouveau le *Record*:

Il y a quelques mois arrivait un immigrant aux villes jumelles. Celui-ci n'avait rien d'extraordinaire ou de particulier; il était simplement un homme ordinaire.

Au début de la vingtaine, il était rempli d'ambition et disposé à faire n'importe quel travail pour assurer au Canada un avenir à sa femme et à ses deux jeunes enfants.

[M. Saltsman.]

Il ne parlait ni ne comprenait l'anglais, mais il réussit à se trouver bientôt de l'emploi dans une usine de la localité.

Le malheur le frappa deux mois et demi plus tard. Il fut pris dans une presse à découper qu'il manœuvrait. On dut lui amputer les deux mains.

Les préposés à la sécurité de la compagnie qui firent enquête sur ce malheureux accident en attribuèrent en grande partie la cause à l'incapacité de l'immigrant à comprendre l'anglais.

Ce n'est pas la première fois qu'une chose pareille arrive au Canada. Nous avons tous entendu parler de Canadiens français employés dans des usines où les affiches étaient rédigées en anglais. Comme ils ne comprenaient pas l'anglais, ils ont éprouvé les mêmes difficultés. Ce même problème nous préoccupe vivement aujourd'hui. En fait, notre unité nationale souffre terriblement, aujourd'hui, du fait que nous n'avions pas prévu la situation ni cherché à régler le problème il y a 20 ou 30 ans, alors qu'il était temps d'agir. Ne refaisons pas la même erreur à propos de nos immigrants. Notre histoire nous a certes donné une leçon.

Je me rends compte que le ministre éprouve certaines difficultés. Je n'en connais pas exactement la nature, mais il ne doit pas les prendre à la légère. Je lui conseillerais non seulement d'examiner les articles que j'ai cités aujourd'hui, mais d'étudier les sept autres qui relatent l'expérience des immigrants dans la région des villes jumelles. La lecture de ces articles est peu agréable. Je prétends qu'à moins que nous ne nous occupions de cette situation, toute notre politique en matière de main-d'œuvre et d'immigration au pays sera gravement compromise. En outre, le travail entrepris en ce sens ne suscitera plus d'intérêt.

J'invite le ministre à repenser le problème et à ne pas s'entêter à croire que, parce qu'une province estime ne pas pouvoir accepter un programme donné, toutes les autres provinces doivent être mises sur le même pied. Une telle manière de voir ne représente pas une solution. Il doit y avoir un moyen de satisfaire les aspirations naturelles et légitimes d'une province différente des autres, ayant des objectifs et une manière de voir différents des autres provinces canadiennes, sans obliger les provinces désireuses de collaborer avec le gouvernement fédéral à un programme conjoint, à adopter une attitude identique. Ce n'est pas ainsi, à mes yeux, qu'on élabore une bonne politique de main-d'œuvre, ni qu'on affermit la Confédération. Cela me semble dénoter que le gouvernement fédéral a abdiqué ses responsabilités dans ce